

La contestation du CAFTA-RD en Amérique Centrale :

De la transnationalisation à la communauté de solidarité

Kevin Parthenay

Introduction

L'Amérique Centrale a été confrontée, entre 2003 et 2007, à une vague de mobilisations sans précédents (notamment au Costa Rica). Le motif de ces mobilisations s'est inscrit dans un projet initié par les États-Unis d'un traité constituant une zone de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique Centrale et la République Dominicaine. Le « Central America Free Trade Agreement » (CAFTA-RD) était destiné à faire de la région centraméricaine le second plus vaste marché pour les États-Unis en Amérique latine, après le Mexique. Mis à part le Costa-Rica, l'ensemble des pays d'Amérique Centrale est confronté à une instabilité économique chronique qui touche principalement les populations les plus pauvres. Ainsi, la perspective de la signature d'un traité asymétrique avec une puissance comme les États-Unis a fait naître au sein de la société d'importantes revendications contestant sa signature.

Pourtant, il semble paradoxal de postuler une transnationalisation de la contestation contre le CAFTA-RD au regard du caractère national du processus légal de ratification. De la même manière, les impacts du traité sont nationaux avec des variations sectorielles selon les pays : l'agriculture pour le Nicaragua, les technologies et la communication pour le Costa-Rica, l'économie et les investissements pour le Salvador et le Honduras¹. A partir de ce constat, dès lors, plusieurs questions se posent, le mouvement social anti-cafta est-il bien un mouvement social ? Et la contestation s'est-elle bien transnationalisée ?

Plusieurs phases peuvent être distinguées dans la mobilisation contre le CAFTA-RD. La phase légale de ratification a donné lieu à d'intenses mobilisations. Ces mouvements ont décliné cependant aussitôt le traité signé puis ratifié. Ainsi, en 2005, le constat est celui d'une démobilisation massive. En revanche, les éléments quantitatifs (voir annexes)² dont nous

¹ On citera des rapports de la BID, de la CEPAL et des organisations sociales nationales : BID-INTAL, *La integración comercial centroamericana : un marco interpretativo y cursos de acción plausible*, Jaime Granados, Documento 8, mai 2001, BID-INTAL, *El Tratado de Libre Comercio entre el Istmo Centroamericano y los Estados Unidos de América. Oportunidad, desafíos y riesgos*, Eduardo Lizano, Anabel González, mars 2003, BID-INTAL, *Libre comercio en América Central ¿Con quién y para qué? Las implicancias del CAFTA*, Manuel R. Agosin, Ennio Rodriguez, mai 2006, BID-INTAL, *The impacts of US Agricultural and Trade Policy on Trade Liberalization and Integration via a US-Central American Free Trade Agreement*, Dale Hathaway, octobre 2003.

² Plusieurs sources ont permis d'établir la séquence de la mobilisation sociale contestataire du CAFTA-RD. Nous avons dans un premier temps sélectionné les éléments saillants de la mobilisation transnationale dans la base de données de l'OSAL-CLACSO (*Observatorio Social de America Latina – Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales*). Cette base de données est constituée de chronologies du suivi de la conflictualité sociale, réalisée sur une base nationale, sur une période de huit ans (2000 – 2008). Ces sources ont été complétées par la consultation d'informations à caractère plus directement transnational, par la collecte de données sur les sites de « Campagne Continentale contre l'ALCA » <http://www.movimientos.org/noalca/> et le site de la « Minga Informativa » <http://www.movimientos.org/> dont l'objectif est de communiquer sur les stratégies d'action collective et l'action sociale en Amérique Latine. Ces sources militantes ont participé à l'élaboration d'une chronologie et d'un agenda des Rencontres, Sommets ou Forums organisés de manière plus globale dans une perspective de lutte

disposons illustrent la reprise d'une mobilisation sur des bases solidaires. En effet, la reprise du conflit en 2007 possède une explication de nature conjoncturelle. A cette date, le Costa Rica n'avait toujours pas ratifié le traité. Devant l'échéance d'un référendum populaire en vue de l'approbation du CAFTA-RD (7 Octobre 2007), de nombreux acteurs ont exprimé par des discours, des actes collectifs, leur solidarité envers le Costa Rica. Cette mobilisation, qui revêt incontestablement une nature différente par rapport aux mobilisations précédentes, permet de nous interroger sur la formation d'une « communauté de solidarité » en Amérique Centrale.

Comment s'est opéré ce passage entre la mobilisation sociale anti-cafta et la formation d'une « communauté de solidarité » centraméricaine ? Dans une perspective monographique, nous ferons l'étude de la mobilisation sociale transnationale contestataire du CAFTA-RD.

Politique du conflit et mobilisations : du national au transnational

L'impulsion par les Etats-Unis de ce traité a donné lieu à une situation de tension exacerbée dans l'ensemble des pays de la région centraméricaine. Cette tension a incontestablement généré une augmentation des protestations, des discours de revendications, des actions collectives. Pour autant, la structuration de cette tension a-t-elle fait émerger cette forme particulière de la politique du conflit : le « mouvement social » ?

Le mouvement social de contestation du CAFTA-RD

Un mouvement social naît dans une situation de « politique du conflit » comme le soulignent Charles Tilly et Sidney Tarrow. Une « politique du conflit » correspond à des « *interactions où des acteurs élèvent des revendications touchant aux intérêts d'autres acteurs, ce qui conduit à la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés; et où l'Etat se trouve impliqué, soit en tant que destinataire de la revendication, soit comme son instigateur, soit comme tierce partie* »³. Si la politique du conflit implique une atteinte aux intérêts d'une partie tierce et une revendication particulière, elle suscite également une coordination des efforts, en d'autres termes, une mise en œuvre de l'« action collective ». L'impulsion du traité de libre-échange avec les États-Unis (CAFTA-RD), en modifiant la structure des échanges entre les pays centraméricains, a bouleversé les intérêts de certains secteurs économiques, en priorité du côté centraméricain comme nous l'avons précisé dans l'introduction. L'évolution des conditions de l'échange dans la région, la polarisation du débat au niveau national sur la question du CAFTA-RD a provoqué un bouleversement de la structure d'opportunité politique domestique. Les perturbations relatives à l'alignement partisan et l'augmentation du nombre d'alliés institutionnels disponibles en sont la preuve. La société organisée a commencé, qui plus est, à constituer un centre autonome de pouvoir contestant la politique de Gouvernement qui a agi en retour contre ces contestations. La modification de cette structure d'opportunité politique a donné naissance à des revendications qui ont été accompagnées d'actions collectives orchestrées par des « challengers » organisés et mettant en œuvre des tactiques et stratégies de contestation : blocages de frontières, marches, pétitions, rassemblements, concerts, etc.

contre le néo-libéralisme. Enfin, chacun des événements de dimension proprement transnationale a fait l'objet d'une recherche sur différents journaux nationaux centraméricains : *La Prensa* (Nicaragua), *La Nación* (Costa Rica), *Diario de Centroamerica* (Guatemala)

³ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2006, p.20

Un mouvement social est défini par Sidney Tarrow et Charles Tilly comme « *une campagne durable de revendication, qui fait usage de représentations répétées pour se faire mieux connaître du plus large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités* »⁴. Quatre facteurs fondent donc le mouvement social : 1) campagne durable de revendication 2) ensemble de représentation publique 3) expression ostentatoire de la dignité, unité, masse, engagement 4) structure du mouvement social (organisations). Dans notre cas, on observe que la campagne s'est déroulée sur un temps court-moyen de six ans (2002-2008) durant lequel un ensemble de représentations publiques a été mis en œuvre. Par ailleurs, l'expression ostentatoire de l'unité du mouvement s'est incarnée notamment dans des « marches de masse », en septembre 2003 et juillet 2007 au Nicaragua, en décembre 2006 au Costa Rica, ainsi que dans des événements symboliques, comme les mobilisations du « 12 octobre »⁵, le port de badges et la déclamation de slogans codés en opposition au néo-libéralisme. Nous reviendrons plus précisément sur ces éléments.

Une structure d'opportunité politique régionale

Dans le cas du conflit lié au CAFTA, c'est l'ensemble des intérêts de la région qui est touché, en dehors des conséquences étatiques spécifiques. Comme le souligne un rapport du Bloque Popular Centroamericano, la signature du CAFTA avec les Etats-Unis aura des conséquences importantes sur la dette extérieure de la région, ou la réduction des revenus sous l'effet de la privatisation des entreprises publiques et de la chute des investissements dans la région⁶. Si l'on considère la dimension asymétrique du CAFTA-RD, c'est le processus d'intégration économique global de la région qui subit les répercussions de l'accord. L'impact régional de la ratification du traité a provoqué un transfert des revendications du niveau national au niveau régional. Il est à ce titre intéressant d'évoquer l'intitulé d'un atelier préparatoire au 5^{ème} Forum des Peuples Mésoaméricains organisé au Costa Rica : « Perspective régionale des organisations costariciennes »⁷. Cet atelier symbolise la projection non seulement des intérêts, mais également des cibles de l'action collective du national vers le régional pour les organisations de la société civile. En effet, lorsqu'une vague de mobilisations se déclenche contre un événement à caractère international, les similarités dans les mobilisations sociales ont tendance à croître⁸. C'est à partir de là que des similarités naissent et que des phénomènes de diffusion surviennent entre les différentes mobilisations intégrées dans un processus global de contestation. Parce qu'il existe des analogies et des entrecroisements frappants entre les mécanismes et processus qui président aux mouvements sociaux, on peut souligner le caractère transnational de la mobilisation sociale anti-cafta. Ainsi, peut-on dire que la structure d'opportunité politique (SOP) s'est également déplacée du national au régional ?

On peut penser, tout d'abord, la dynamique de « régionalisation des mobilisations sociales ». Donatella della Porta⁹ indique dans une étude sur l'europanisation des mobilisations sociales que la régionalisation d'une mobilisation sociale peut se développer sur

⁴ Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Politique(s) du conflit*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p.27

⁵ Cette date fait référence à la découverte des Amériques par Colomb, le 12 Octobre 1492. Elle est devenue le symbole de la résistance des peuples en Amérique Latine. Nous développerons plus précisément cette symbolique plus loin dans le raisonnement.

⁶ Raul Moreno, « DR-CAFTA and External Debt in Central America », Rapport du Bloque Popular Centroamericano, avec le soutien du Centre d'Etudes Internationales du Nicaragua, de l'organisation Jubilé Sud-Amérique et l'Alliance Sociale Continentale, septembre 2005.

⁷ Information sur le site de la Campagne du NON à la ZLEA : http://www.movimientos.org/noalca/show_text.php3?key=2967

⁸ Sidney Tarrow, « La contestation transnationale », *Culture et Conflit*, 38-39, 2000, [En ligne], mis en ligne le 20 mars 2006. URL : <http://www.conflicts.org/index276.html>. Consulté le 22 décembre 2008.

⁹ Donatella della Porta, « The europeanization of protest. A typology and some empirical evidence », Institut Universitaire européen de Florence, *Working Paper SPS n°2003/18*, 2003

la base de trois opportunités politiques : une opportunité institutionnelle, une opportunité liée à la disponibilité d’alliés et à l’instabilité des alignements, une opportunité par la convergence des opinions dans un espace public déterminé. Cette typologie des éléments propices à la régionalisation des mouvements sociaux nous permet d’évoquer l’absence d’ancrage institutionnel dans notre cas centraméricain. En effet, aucune des mobilisations à caractère transnational relevées sur la période considérée ne comporte la moindre occurrence relative aux institutions régionales : *SICA, Parlacen, SIECA*¹⁰. Dans la recherche effectuée par Doug Imig et Sidney Tarrow¹¹, la dynamique de régionalisation est fortement nuancée par le fait que la nature des protestations peut être de nature ou dimension européenne mais restent conduites domestiquement. A la différence du cas européen, on constate que le cas centraméricain comporte sur ce point une différence notable. En effet, la mobilité des individus favorise, en sus de la protestation, la conduite de l’action collective à l’échelle régionale. Un facteur explicatif est lié à la morphologie géographique de l’Amérique Centrale qui facilite les échanges, les communications, et la mobilité des individus, autant d’éléments qui favorisent la diffusion des mobilisations. S’il semble pertinent d’aborder le mouvement social anti-cafta du point de vue de la « régionalisation des mobilisations sociales », on doit s’interroger sur la « régionalisation » de la structure d’opportunité politique.

Pour préciser cette notion de SOP « régionale » reprenons la définition qu’en donne Tarrow et Tilly. La SOP est formée par la « *multiplicité des centres autonomes de pouvoir qui s’y trouvent ; son degré d’ouverture à de nouveaux acteurs ; l’instabilité des alignements politiques ; l’existence d’éventuels alliés de poids pour les contestataires ; la mesure dans laquelle le régime réprime ou au contraire facilite la revendication collective* »¹². Dans notre cas d’étude, les sociétés civiles nationales organisées qui convergent dans une opposition au CAFTA constituent autant de centres autonomes de pouvoir. Par ailleurs, le degré d’ouverture de la mobilisation contre le CAFTA est important, incluant des acteurs extérieurs à la zone de conflictualité, notamment des associations américaines (AFL-CIO, Nicaragua Network, Alliance for Responsible Trade) ainsi que des organisations internationales (OXFAM, Allianza Social Continental, Grito de los Excluidos¹³). Le fait que l’intégration d’éléments extérieurs portent sur des organisations étrangères à la région centraméricaine permet de fixer les frontières du « nous » au niveau régional et non pas national. Les alignements politiques sont également perturbés et polarisés idéologiquement entre l’ouverture (intégration de la région au commerce mondiale) et la protection des intérêts régionaux. Ainsi, on constate que les alignements sortent des schémas traditionnels de positionnement politique à l’échelle de la nation. Enfin, l’attitude des régimes est plutôt variable : répressive au Guatemala et au Salvador, elle est mieux tolérée dans les autres pays. Néanmoins, les critiques régionales à l’égard des violences guatémaltèques et salvadoriennes ont atténué le degré de répression des mobilisations. En se référant à ce que dit Tilly, c’est-à-dire que les « *Etats produisent toujours les règles pour encadrer le conflit (...) et tout ce qui s’apparente à la construction de centres rivaux de pouvoir sur leur territoire* »¹⁴, on peut souligner l’affaiblissement des

¹⁰ SICA: Sistema de Integración Centro Americano; PARLACEN: Parlamento Centroamericano; SIECA: Secretaria de integración económica centroamericana.

¹¹ Doug Imig, Sidney Tarrow, « The Europeanization of Movements? Contentious Politics and the European Union, Octobre 1983-Mars 1995 », *Institute for European Studies, Working Paper, N°96.3*, Ithaca, N.Y., Cornell University, 1996 et Doug Imig, Sidney Tarrow « From strikes to Eurostrike : the Europeanization of Social Movements and the development of a euro-polity », *Working Paper, Harvard University, Centre for International Affairs*, 1997

¹² Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Politique(s) du conflit*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p.105

¹³ Organisation d’origine brésilienne, <http://www.movimientos.org/grito/>

¹⁴ Charles Tilly, Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit*, Presse de Sciences Po, Paris, 2008

capacités gouvernementales de contrôle comme pouvant être le produit de la dynamique de transnationalisation en sus des contestations à caractère proprement national.

Ce processus requiert une analyse de la sédimentation des mobilisations sociales à travers une sociohistoire collective. A ce titre, lorsque Charles Brockett étudie les mobilisations sociales en Amérique Centrale dans les années 1980¹⁵, il postule l'impossibilité d'une SOP à l'échelle régionale face à la diversité des régimes (dictatures et démocraties). Aujourd'hui, la démocratie instaurée dans l'ensemble des pays centraméricains a favorisé la sédimentation de la conflictualité sociale dans la région. Ce n'est qu'à partir de ce constat que l'on peut avancer l'idée d'une structure d'opportunité politique régionale pour l'Amérique Centrale concernant les mobilisations de cette période 2002-2008. Toutefois, ce niveau régional de la mobilisation ne nous permet pas d'affirmer le caractère transnational du mouvement social que nous présentons.

Organisation du mouvement social transnational : de l'institutionnalisation à la démobilisation

La constitution d'un mouvement social transnational (MST) selon Tarrow et Tilly s'effectue par la formulation d'un consensus autour d'une campagne à mener¹⁶. L'organisation du mouvement social est un processus qui a associé la formalisation de la structure interne de l'organisation, la modération de ses objectifs et l'adoption d'un répertoire d'actions classique.

L'institutionnalisation du mouvement social transnational centraméricain anti-cafta : entre « cross-border », coalition transnationale et identité

Le « cross-border diffusion »

La phase d'institutionnalisation du mouvement social est une phase de « professionnalisation », selon Mario Diano¹⁷, que l'on peut définir par quatre facteurs : croissance du nombre des membres, croissance des ressources, augmentation de l'efficacité, développement des relations publiques. Cette professionnalisation peut s'incarner par conséquent dans l'augmentation du nombre des échanges (traduisant mécaniquement le nombre de membres et ressources). On peut conceptualiser ce processus d'institutionnalisation dans le phénomène de « cross-border diffusion ». Le « cross-border diffusion »¹⁸, correspond à la diffusion des idées, des formes d'organisation et enjeux depuis un centre de contestation à un autre. Comme le suggère McAdam et Rucht, les militants n'inventent pas tout dans un conflit mais peuvent trouver leur inspiration ailleurs.¹⁹ La diffusion constitue en cela un produit de l'institutionnalisation du mouvement.

¹⁵ Charles Brockett, *Political Movements and Violence in Central America*, Cambridge University Press, 2005, p.259

¹⁶ Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Politique(s) du conflit*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2008

¹⁷ Mario Diano, "Cities in the world : Local Civil Society and Global Issues in Britain", in Sidney Tarrow, Donatella della Porta, *Transnational protest and global activism*, Rowman and Littlefield Publishers, 2005, p.45

¹⁸ Doug McAdam, Gary Marks, "On the Relationship of Political Opportunities to the form of Collective Action : The case of the European Union", in Della Porta, Kriesi, Rucht, *Social Movement in a Globalizing world*, Macmillan Press LTD, Londres, 1999

Selon Doug McAdam, « *all instances of diffusion depend on a minimal identification of adopter with transmitter* »²⁰. Il est donc nécessaire d'approfondir les éléments favorables à la diffusion. Les principes permettant de déterminer cette identification minimale sont triples : l'intérêt mutuel, un canal de communication ouvert/disponible et un « principe d'homophilie » (un lieu commun institutionnel, similarité de couche sociale, un langage commun)²¹. Les acteurs de la contestation du CAFTA en Amérique Centrale semblent répondre à ces différents facteurs. Il existe en effet un intérêt mutuel dans la résistance à la ratification d'un traité asymétrique, un canal de communication ouvert et disponible non seulement par le fait de la morphologie géographique de la région mais également par la sédimentation de la conflictualité sociale (Plan Puebla Panama, ZLEA, mouvement social contre la criminalité, etc.). Concernant le « principe d'homophilie », la diffusion se trouve favorisée par l'existence d'une langue commune à l'ensemble de la région, l'espagnol. Par ailleurs, en s'appuyant sur la typologie des diffusions que propose Doug McAdam, la diffusion dans le mouvement anti-cafta semble suivre un schéma de « réciprocité », les acteurs comme les récepteurs étant actifs dans le processus d'échange de pratiques et d'idées.

Les phénomènes de diffusion « cross-border » les plus emblématiques sont liés à la mobilité des individus. A ce titre, on note que dès le 19 septembre 2003, le processus de signature à peine engagé, des acteurs de différents groupes nationaux ont organisé une action collective à caractère régional au Nicaragua par une « grande marche populaire » rassemblant des délégations guatémaltèque, hondurienne, salvadorienne, avec l'ensemble des organisations du mouvement social nicaraguayen. Ces groupes ont également rédigé un « avant-projet de loi » remis au Président de l'Assemblée pour un moratoire sur l'entrée en vigueur du CAFTA. On peut s'arrêter sur la symbolique de cette « grande marche » comme mécanisme d'harmonisation des luttes régionales. Ces diffusions constituent, en effet, un principe unificateur des mobilisations.

Autre évènement symptomatique de la dimension transnationale de la mobilisation : le blocage des voies de communications et des frontières. Cet élément du répertoire d'action collective nécessite une forte coordination des groupes afin de projeter l'action dans une dimension transnationale. Ainsi, le 18 mars 2004, le Bloque Popular Social salvadorien, le Conseil National des Organisations Populaires guatémaltèque, la Centrale Unique des Travailleurs hondurienne et la Centrale Sandiniste des Travailleurs du Nicaragua ont fermé les frontières à différents points de passage, El Poy, Chinimas, El Amatillo, Guasaule, « *en protestation contre la signature par les gouvernements centraméricains du traité de libre-échange avec les Etats-Unis* ». Cette méthode de protestation sera reprise deux mois plus tard, le 8 juin 2004, par des associations guatémaltèques²² agissant sur les frontières du Salvador, du Honduras et du Mexique. Une déclaration publique du Syndicat des Travailleurs de la Sécurité Sociale (STSS) indiquera que « *ces actions manifestent la volonté de nos peuples de nous unir dans la lutte pour une vraie indépendance et pour refuser quelque type d'accord que ce soit qui puisse nuire à notre souveraineté et vienne nous enfoncer dans plus de*

¹⁹ Donatella della Porta, Hanspeter Kriesi, « Social Movement in a Globalizing world : an introduction » in Della Porta, Kriesi, Rucht, *Social Movement in a Globalizing world*, Macmillan Press LTD, Londres, 1999

²⁰ David Snow, Robert Benford, « Alternative types of Cross-national diffusion in the social movement arena », in Della Porta, Kriesi, Rucht, *Social Movement in a Globalizing world*, Macmillan Press LTD, Londres, 1999

²¹ David Snow, Robert Benford, « Alternative types of Cross-national diffusion in the social movement arena », in Della Porta, Kriesi, Rucht, *Social Movement in a Globalizing world*, Macmillan Press LTD, Londres, 1999

²² Le « Gran Frente Nacional Maya Campesino » (GFNMC), la « Coordinadora Nacional Indígena y Campesina » (CONIC), la « Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas » (CNOC), le « Comité de Unidad Campesina » (CUC) et la « Plataforma Agraria » (PA)

pauvreté»²³. Ainsi, le blocage des frontières constitue un acte de rupture de l'ouverture régionale symbolisant l'opposition à un mécanisme commercial considéré comme nuisible à « l'espace » centraméricain. Cette symbolique de la fermeture manifeste l'opposition aux effets et risques de « pillages » des biens et ressources naturelles de la région par une ouverture trop importante induite par le libre-échange. Le processus de diffusion « cross-border » favorise par conséquent l'uniformisation des pratiques, l'efficacité des actions du mouvement et ainsi l'institutionnalisation du « mouvement social transnational anti-cafta ».

L'institutionnalisation s'illustre également par la mise en place de forums de consultation et de dialogue des organisations sociales provenant de divers pays. Lors d'une « *Semaine de contestation* » organisée du 12 au 18 avril 2005 au Costa Rica²⁴ a eu lieu un « Sommet social contre le TLC » célébré dans un théâtre populaire et auquel un millier de dirigeants sociaux et acteurs institutionnels ont participé. Des députés ont assisté à ce Forum, notamment Otoniel Fernandez (UNE, Guatemala), Hugo Martinez (FMLN, Salvador), Nedis Licon (UD, Honduras), Alba Palacios (FSLN, Nicaragua), Orlando Tardencilla (Blanco y Azul, Nicaragua). Etaient également présentes des organisations sociales telles que Encuentro Popular (Costa Rica), l'organisation Grito de los Excluidos Continental, la Fédération étudiante de l'Université du Costa Rica et la « Campagne régionale contre la flexibilité du travail ». Le réseau ici mobilisé avait une fonction de propagation de la campagne sociale de lutte contre le CAFTA-RD dans le but de dynamiser la mobilisation citoyenne dans les pays centraméricains. Certains échanges se sont également effectués au sein de Forums préexistants. On citera le rassemblement de délégations du Salvador, Honduras, Guatemala et Costa Rica lors du 4^{ème} Congrès de la CLOC (Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo) en octobre 2005 à Guatemala Ciudad²⁵. Le Congrès, organisé à l'origine comme manifestation populaire contre le néo-libéralisme, s'est transformé en espace d'élaboration des stratégies et de l'agenda de la contestation contre le CAFTA pour les acteurs centraméricains (réunis pourtant sous la bannière d'une organisation : Grito Mesoamericano). Par conséquent, la convergence des intérêts mutuels à refuser le traité de libre-échange soutenu par une forte mobilité des individus et la coordination régionale de l'action collective, ont favorisé l'institutionnalisation du « mouvement social transnational (MST) anti-cafta ». On peut dès lors parler de « transnationalisation de la contestation » concernant le mouvement social de lutte contre le CAFTA-RD en Amérique Centrale.

Cette institutionnalisation a donné naissance à quel type de mouvement ? A quel type de discours, à quels types d'actions ? Le MST anti-cafta a structuré son discours autour de quatre idées centrales. La première est le refus des négociations secrètes qui ont donné naissance à un traité asymétrique qui laisse à la marge les réclamations des peuples. En effet, les gouvernements centraméricains, sans exception, ont limité le canal de consultation de la société civile à certains acteurs privés, notamment des entreprises. La transparence et la volonté de respect de l'ordre démocratique constituent les bases discursives des acteurs du mouvement. Une deuxième réclamation est la préservation des ressources naturelles face aux risques de pillage et de destruction occasionnés par les firmes multinationales. Un troisième élément de la contestation repose sur la critique des privatisations que favorisent le traité (comme le suggère la privatisation du monopole public costaricain en matière de

²³ Information sur le site de la Campagne du NON à la ZLEA : http://www.movimientos.org/noalca/show_text.php3?key=2967

²⁴ Information sur le site de la Campagne du NON à la ZLEA : http://www.movimientos.org/noalca/show_text.php3?key=2967

²⁵ Information sur le site de la Campagne du NON à la ZLEA : http://www.movimientos.org/noalca/show_text.php3?key=2967

télécommunication). Enfin, le MST marque son affiliation idéologique en s'opposant au modèle néolibéral et à la vision mercantiliste induits par le CAFTA. En termes « d'identité politique » ou d'idéologie, on pourra souligner l'appartenance du MST anti-cafta au courant décrit par André C. Drainville, de *Left Internationalism*²⁶. Cet internationalisme de gauche décrit les groupes s'opposant à l'ordre néolibéral par l'idée de « résistance ».

Comme on a pu le voir plus haut, cette résistance s'incarne dans des stratégies d'action privilégiées, telles que les blocages de passages frontières, les marches populaires, l'organisation de Forums des Peuples²⁷. Le MST fait également appel à un répertoire que l'on peut considérer comme plus classique, c'est-à-dire des manifestations, des pétitions, etc. Ce répertoire plus traditionnel de l'action collective nous permet de faire le lien avec les influences que le MST centraméricain a reçu par l'intégration à une coalition transnationale.

L'intégration d'une coalition transnationale

Une précision nécessaire est d'indiquer que l'institutionnalisation du MST anti-cafta a été favorisée par son intégration et non par la seule participation à cette coalition transnationale. S'il l'on ne peut parler pour autant d'instrumentalisation, le sens de l'inclusion dans la coalition s'est bien fait du mouvement social centraméricain anti-cafta vers la coalition transnationale. Nous allons le justifier au travers des éléments développés par la suite.

Selon Keck et Sikkink, « *une coalition de cause transnationale inclut les acteurs significatifs agissant au niveau international sur un enjeu, des acteurs qui sont liés entre eux par des valeurs communes, des discours communs, et des échanges denses d'informations et services* »²⁸. L'identification du MST au « *left internationalism* », fondé sur une opposition nous permet de comprendre son intégration à la coalition de contestation de la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques) souhaitée par les Etats-Unis. Cette campagne lancée en 1994 contestait l'ordre néolibéral promu par les accords de libre-échange américains. En sus de cette convergence idéologique, le traité CAFTA-RD a lui-même été considéré par les acteurs du mouvement comme une étape de la mise en œuvre de la ZLEA²⁹. Dès 2003, on observe une convergence des discours, des pratiques entre la mobilisation centraméricaine et la « *Campagne Continentale du Non à la ZLEA* ». Cette convergence a été le résultat de l'influence des grandes organisations participant à cette campagne, notamment « OXFAM », le groupe américain « Association for a Responsible Trade » (ART), ou encore la coalition « *Asociacion Social Continental* » (ASC). Pour ces groupes, le mouvement anti-cafta constituait un renouvellement de leur fenêtre d'opportunité politique, favorisant une redynamisation de la campagne contre la ZLEA. Par conséquent, pour le mouvement

²⁶ André C. Drainville, « Beyond altermondialisme : anti-capitalist dialectic of presence », *Review of International Political Economy*, Décembre 2005, pp. 884-908 et « Left Internationalism and the Politics of Resistance in the New World Order », in D. Smith, J. Borocz (eds.), *A New World Order : Global Transformation in the late Twentieth Century*, Westport: Praeger

²⁷ Démontrer la spécificité centraméricaine de ce répertoire serait nécessaire mais dépasserait le cadre de notre propos dans cette étude. Nous pouvons renvoyer à la démonstration tenue dans le mémoire de recherche en cours d'élaboration.

²⁸ Kathryn Sikkink, Margaret Keck, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998

²⁹ Stop CAFTA Coalition, « A monitoring Report: DR-CAFTA in Year One », 12 septembre 2006 ; « A Monitoring Report Year Two », 27 septembre 2007 ; « DR-CAFTA : effects and alternatives », janvier 2008, Red regional de monitoreo de los impactos del CAFTA-DR, « Impactos del TLC. Sintesis del informe preliminar », septembre 2007

centraméricain, l'intégration dans cette coalition a permis de « *formaliser la structure interne* »³⁰ du mouvement anti-cafta et de favoriser l'adoption et l'appropriation d'un répertoire d'actions préalablement testé, validé et certifié. Sur la base de la « *stratégie de lutte contre la ZLEA* »³¹ comparée aux différents plans d'actions nationaux de lutte contre le CAFTA-RD, il est possible d'isoler deux emprunts majeurs pour la mobilisation du « mouvement anti-cafta » : la stratégie de liaison, suivi, monitoring ; l'élaboration et diffusion de documents spécialisés.

La stratégie de liaison, suivi et monitoring. Certaines associations comme la coalition « Stop CAFTA » et la « Red regional de monitoreo de los impactos del CAFTA-RD » ont élaboré des rapports et travaux d'expertise de suivi de la mise en œuvre du traité. « Stop CAFTA » est en ce sens un cas emblématique, publiant un rapport annuel présentant l'avancée de l'application du traité dans la région : « *A monitoring Report: CAFTA-DR in Year One* », « *A Monitoring Report Year Two* ». On notera que chacun de ces rapports a été soutenu et parrainé soit par l'ASC, soit l'ART. Des comités et/ou commissions ont également été créés pour suivre cette implémentation, notamment des « comités patriotiques » dans l'ensemble des pays centraméricains³². L'emprunt de cette « stratégie de liaison », a favorisé la coordination et la convergence des acteurs du mouvement social anti-cafta en formant un « réseau transnational ». Ce réseau a été orchestré notamment par l'Alliance Sociale Continentale³³ ou encore OXFAM. Par exemple, le « Réseau régional de suivi des impacts du CAFTA » s'est constitué avec l'appui d'OXFAM INTERNATIONAL, comme il est indiqué dans son premier rapport publié en septembre 2007³⁴. Au sein de ce réseau, on retrouve les principales organisations nationales des pays d'Amérique Centrale : *Mesa Global, Coordinación de ONG y Cooperativas (CONGCOOP), Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas (CNOG)* pour le Guatemala ; *SINTI TECHAN, la Fundación para el Desarrollo (FUNDE), Centro de Estudios en Inversión y Comercio (CEICOM)* pour le Salvador ; *Coalición Hondureña de acción ciudadana (CHAAC), Bloque Popular, Comité para la Defensa de los Consumidores de Honduras (CODECOH)* pour le Honduras ; *Centro Humbolt, Movimiento Social Nicaraguense, Red Nicaraguense de Comercio Comunitario (RENIC), Federación Nacional de Cooperativas (FENACOOOP)* pour le Nicaragua et *Encuentro Popular* pour le Costa Rica. L'institutionnalisation de ce « réseau transnational » se justifie par la présence des mêmes organisations au sein de *l'Alianza Social Continental*. Cette coalition fait converger les mêmes acteurs qu'OXFAM : *Mesa Global, Encuentro Popular, Bloque Popular, Red Sinti Techan*. Ainsi, le caractère transnational de la contestation réside incontestablement dans la structuration d'un réseau d'activistes transnationaux (*Transnational Advocacy Networks*)³⁵. La structure de la collaboration de ces organisations semble répondre à la définition donnée par Keck et Sikkink de ce « transnational advocacy network » considéré comme une organisation caractérisée par l'échange d'information et de communication volontaire réciproque et horizontale et

³⁰ Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Politique(s) du conflit*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008

³¹ <http://www.movimientos.org/noalca/index2.php?Seccion=Noticias>

³² Le phénomène le plus significatif concernant ces « comités patriotiques » se situe au Costa Rica avec la création de près de 130 comités. Source : María Eugenia Trejos « The opposition to CAFTA in Costa Rica: institutionalisation of a social movement », November 2007

³³ ASC (Alianza Social Continental), une coalition d'organisations née en 1999 lors des négociations de la ZLEA

³⁴ Red regional de monitoreo de los impactos del CAFTA-DR, « *Impactos del TLC. Sintesis del informe preliminar* », septembre 2007. Bloque Popular Centroamericano, ART, Hemispheric Social Alliance, « Why we say NO to CAFTA », mars 2004. Central American Popular Bloc, JubileeSouth/America, Center for International Studies, « DR-CAFTA and external debt in Central America », septembre 2005

³⁵ Kathryn Sikkink, Margaret Keck, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998

structurée autour de la défense d'une cause particulière, en l'occurrence le refus du traité de libre-échange avec les Etats-Unis. Le second emprunt renforcera la validité de ce constat.

L'élaboration et la diffusion de documents spécialisés. On citera le rapport, « *CAFTA-DR and external debt in Central America* » dont le suivi dévoile la chaîne des liens de coopération (échange d'information et communication) entre les acteurs de la coalition. Ce rapport a été élaboré par Raul Moreno, un économiste salvadorien, membre de l'organisation de lutte contre le CAFTA au Salvador, SINTI TECHAN. Toutefois, on constate que le rapport a été soutenu par le *Centre d'Etudes Internationales* du Nicaragua, le *Bloque Populaire Centraméricain*, mais surtout par deux organisations transnationales de la « Campagne contre la ZLEA » : *Jubilée Sud-Amérique* et *l'Alliance Sociale Continental* (initiatrice de cette campagne). On pourra lister un grand nombre de rapports résultant de ces liens entre les acteurs du mouvement anti-cafta et les acteurs « dominants » de la coalition transnationale d'opposition à la ZLEA, dont notamment « *Impactos del TLC. Sintesis del informe preliminar* » (2007) et « *Why we say NO to CAFTA* » (2004). Citons également le cas d'OXFAM qui a manifesté son soutien à la lutte contre le CAFTA en fournissant expertise et soutien à la coordination du réseau. Dans le champ de l'expertise, l'organisation a publié un rapport intitulé « *Agriculture, investissement et propriété intellectuelle : 3 raisons pour dire non à la ZLEA* »³⁶. On y lit : « *En plus de la ZLEA, d'autres procédures, comme le CAFTA, sont négociées de manière accélérée dans le continent. Le CAFTA produit le même cadre de règles* ». Ainsi, ce rapport permet de relier deux luttes aux caractéristiques similaires. OXFAM endosse alors le rôle de « broker »³⁷ ou d'intermédiaire entre les organisations du réseau et favorise par cette intermédiation le processus de « *shifting scale* ». L'assimilation des deux combats sociaux contre des traités de libre-échange permet aux acteurs de la mobilisation sociale du CAFTA de monter en généralité. Ce concept de « *upward scale shift* »³⁸, proposé par Sidney Tarrow, implique une coordination des épisodes de contestation ainsi que de ses acteurs. Cette « coordination » est définie comme un « *joint planning of collective action and the creation of instances for cross-spatial collaboration* ». Au-delà de la théorisation d'idées causales générales appliquées à une autre réalité, celle du CAFTA, la création d'un espace de collaboration « *cross-spatial* » va permettre d'établir une connexion entre les activistes des deux mobilisations et ainsi faire émerger une « *advocacy coalition* » élargie. L'expertise apportée par OXFAM a donc intégré la lutte contre le CAFTA-RD dans une coalition large qui va favoriser la circulation des idées, des pratiques. L'OING a favorisé le passage de la « *mediated diffusion* » à la diffusion par interaction et interconnaissance directe ou indirecte entre les individus, c'est-à-dire une « *relational* » ou « *non-relational diffusion* »³⁹.

Mobilisation sociale transnationale et « event coalition » : identité empruntée et mobilisation éphémère

Désormais, il s'agit d'étudier la coalition transnationale du point de vue du CAFTA-RD. Sidney Tarrow dresse une typologie des coalitions transnationales⁴⁰ sur la base de deux

³⁶ Les trois raisons invoquées sont que le traité de libre-échange va à l'encontre le commerce juste dans l'agriculture ; accroît les investissements étrangers sans prendre en compte les intérêts du développement national ; bafoue les règles de propriété intellectuelle

³⁷ Mario Diani, Donatella della Porta, *Social Movement. An introduction*, Blackwell Publishing, 2006

³⁸ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge Press University, 2005

³⁹ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge Press University, 2005

⁴⁰ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge Press University, 2005

variables principales : l'intensité de l'implication, c'est à dire l'étendue de la coopération, et la durée de la coalition. A partir de ces deux variables, il présente quatre types de coalition : *instrumental coalition*, *event coalition*, *federated coalition*, *campaign coalition*. La variable « durée » réduit le nombre de catégories pouvant s'appliquer au cas du CAFTA-RD. La phase de « consultation-négociation » débuta le 6 février 2002 pour s'achever le 5 août 2004. La phase de ratification fut un peu plus longue, se déroulant de mai 2004 à juillet 2008, date de ratification du Costa Rica. Ainsi, selon la chronologie institutionnelle, l'étendue temporelle du traité⁴¹ est de six ans. Cette période de temps court permet d'exclure du cas relatif au CAFTA-RD, les *federated* et *campaign coalitions*, qui requièrent une collaboration de longue durée.

Entre l'*instrumental coalition* et l'*event coalition*, concepts fondés sur une analyse de temps court, l'enjeu à l'étude est l'intensité des liens entre les membres de la coalition. Caractérisé par une faible intensité de l'implication de ses membres, l'*instrumental coalition* est le produit de conjonctures occasionnelles d'intérêts. Il lui manque une base en termes d'identité collective pour porter la coalition au-delà des enjeux ou conflits qui ont suscité le rapprochement initial, ce que favorise l'*event coalition*. En effet, elle est caractérisée par une forte implication. Le fond identitaire porté par cette coalition lui donne un fort potentiel pour former de futures coalitions car ses membres ont tendance à se reconnaître dans des identités partagées intégrées au processus d'action collective.

Pour déterminer le type de coalition formé pour la contestation du CAFTA-RD, les identités partagées et l'identité collective sont des variables fondamentales. Pour étudier ces identités, on se penchera donc sur les discours des acteurs. En ce sens, les membres de la coalition contestataire au CAFTA-RD fournissent un discours articulé autour de plusieurs « *principled ideas* ». Ces idées structurant le discours des membres de la coalition reprennent les grandes thématiques de la coalition formée pour lutter contre la ZLEA :

- 1) Opposition au néo-libéralisme
- 2) Opposition aux accords commerciaux qui réduisent la souveraineté des nations
- 3) Opposition à la domination des multinationales nord-américaines
- 4) Opposition aux effets négatifs sur les ressources naturelles
- 5) En faveur de l'indépendance des peuples
- 6) « Un autre monde est possible »
- 7) En faveur de la diversité des cultures

Néanmoins, on peut identifier deux modalités supplémentaires du discours de contestation contre le CAFTA-RD : la critique du manque de transparence des négociations du traité et l'absence de consultation de la société civile ; l'asymétrie de l'accord commercial ; les conséquences négatives du traité pour les migrants.

L'articulation du discours des membres de la coalition s'est structurée sur des éléments discursifs employés par une autre campagne (contre ZLEA). La coalition anti-cafta, rassemblant des membres extrêmement divers, a donc employé un « cadrage » particulier pour la mise en forme de sa propre contestation. Ainsi, la production de discours et de « visions du monde » par les promoteurs du mouvement social reflète une préoccupation stratégique : conquérir des soutiens plus nombreux et asseoir la légitimité du mouvement⁴². La stratégie de cadrage développée par McCarthy, McAdam et Zald correspond « *aux efforts*

⁴¹ Consultable sur le site officiel du CAFTA-RD : <http://www.cafta.sieca.org.gt/VisorDocs.aspx?IDDOC=Cache/20990000000239/20990000000239.swf>

⁴² Isabelle Sommier, Eric Agrikoliansky (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Forum Social Européen 2003*, La Dispute, Paris, 2005, p.51

stratégiques conscients pour façonner des modèles de compréhension du monde qui légitime et motive l'action collective »⁴³. Précisons toutefois que ce cadrage s'est réalisé au niveau global, suivant la logique du « *upward scale shift* ». Ce phénomène, selon Sidney Tarrow, est un processus de « *global framing* », défini comme « *une mise en avant d'éléments d'enjeux nationaux considérés comme résultats d'un processus global* »⁴⁴.

Dans cette perspective, des symboles extérieurs sont utilisés pour orienter les réclamations locales et nationales. Ces symboles entrent dans une lutte politique spécifique par équivalence structurelle ou sous l'effet de la pensée globale. Dans le cas du CAFTA-RD, ces deux mécanismes d'équivalence structurelle et en effet de pensée globale sont déterminants. Le mouvement s'imprègne d'une pensée globale de lutte contre le néolibéralisme et le capitalisme financier et possède une équivalence structurelle avec d'autres luttes telles que l'opposition au NAFTA⁴⁵ ou à la ZLEA. Cette équivalence est double ; premièrement, dans la structure institutionnelle du mouvement (organisations sociales coordonnées en réseaux, public de masse, *rooted cosmopolitan*⁴⁶) et deuxièmement dans la structure d'opportunité mobilisée (multiplicité des centres autonomes de pouvoir, instabilité des alignements, possibilité de soutien au mouvement, ouverture à de nouveaux acteurs). Par ailleurs, la théorie des cadrages cognitifs est empruntée à David Snow⁴⁷ et fait référence aux « schémas d'interprétation », qui participent à l'organisation des expériences, à guider l'action, à organiser le mouvement et permettre de gagner l'attention des médias. Dans ces cadrages, les militants doivent cadrer en fonction du « sens commun » de leurs cibles. Ces cadres doivent résonner avec les compréhensions culturelles existantes. L'enjeu de l'importation de symbole extérieur devient crucial dans une réflexion sur le cadrage. Il s'agit donc d'étudier plus précisément ces emprunts de cadres et symboles extérieurs.

Concernant le discours de revendication, le slogan du mouvement social centraméricain contre le CAFTA-RD, « *Otro Centroamérica es posible* » constitue un emprunt à la Campagne Continentale contre la ZLEA : « *Otra América es posible* »⁴⁸. C'est un slogan que l'on retrouve également dans la Déclaration Conjointe du Vème Forum Mésoaméricain des Peuples, « *Otro Mesoamérica es posible* ». Ce slogan fondateur du discours anticapitaliste, opposé au modèle néolibéral, permet de construire un cadre de « sens commun » entre les membres composant la coalition anti-CAFTA et également entre les différentes coalitions. De même, la diffusion de symboles communs a participé de la constitution d'une coalition large. L'organisation Grito de los Excluidos a institué la journée du « 12 Octobre » comme symbole de lutte et de résistance au le néo-libéralisme et par conséquent contre le CAFTA-RD. Ainsi, de 2004 à 2007, des mobilisations de résistance et de lutte ont été organisées dans les pays centraméricains lors de cette journée. Néanmoins, ce symbole du 12 Octobre ne constitue pas une spécificité centraméricaine, mais est un symbole existant depuis 1995 dans l'ensemble de l'Amérique Latine. Cette journée symbole de « résistance des peuples » Latino-Américains renvoie à la conquête des Amériques par Colomb, le 12 octobre 1492.

⁴³ Doug McAdam, John McCarthy, Mayer Zald, *Comparative perspectives on social movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p.6

⁴⁴ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge University Press, 2005, p. 61

⁴⁵ Traité de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique

⁴⁶ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge 2006

⁴⁷ David A. Snow, Robert D. Benford, "Alternative types of cross-national diffusion in the social movement arena", in Della Porta (D.), Kriesi (H.), Rucht (D.), *Social Movement in a Globalizing World*, MacMillan Press LTD, London, 1999

⁴⁸ Bien qu'utilisé comme base discursive dans la campagne contre la ZLEA, on constatera que ce slogan « Un autre monde est possible » remonte à juin 1999 et l'organisation de Rencontres Internationales à Paris en vue de l'organisation d'un Forum Social Européen suite à l'expérience du Forum Social Mondial de Porte Alegre au Brésil en 1998.

Cependant, il faut préciser que ces emprunts de symboles et cadres extérieurs ne seraient pas possible sans un degré significatif d'ouverture du mouvement social transnational (MST). La pratique des Forums et des Rencontres constitue un bon indicateur de cette ouverture du mouvement. Ces événements symbolisent la capacité d'agrégation de membres divers au sein de débats thématiques controversés. Ce sont également des lieux et des moments de rassemblement entre des acteurs divers ne partageant parfois ni les mêmes objectifs, ni les mêmes modes d'action. Parmi les divers événements de l'activisme transnational de contestation, on note que 49% (soit 18/37) des formes de la mobilisation transnationale centraméricaine contre le CAFTA-RD se sont incarnées dans des Forums ou Rencontres (voir ANNEXES). Le caractère inclusif et ouvert de la coalition, rassemblant des membres d'origines extrêmement variées (organisations populaires, coopératives, syndicats, mouvements environnementalistes, consommateurs, indigènes, paysans, étudiants, et des think tanks) souligne cette capacité de réception de symboles extérieurs au mouvement.

La diffusion non-relationnelle et arbitrée⁴⁹ des slogans, des symboles, des discours et des pratiques renseigne sur le degré d'ouverture de la coalition. Les allégeances sont ici inclusives, et non exclusives, ce qui favorise une continuité de l'action collective et la convergence de groupes multiples⁵⁰. Le discours va avoir une « fonction de constitution »⁵¹ de la coalition, c'est-à-dire qu'il va permettre de définir des frontières englobant les acteurs engagés dans la contestation. Ces frontières vont faire apparaître des traits communs et des éléments de solidarité. On a pu voir que des orientations étaient partagées (*Otro Mundo es Posible*), des valeurs (*indépendance, diversité culturelle*), une vision du monde (*contre le néo-libéralisme*), ainsi que des expériences partagées d'action collective (*12 Octobre*). Sur ces éléments repose une identité partagée par les mouvements et par les individus qui les compose, et ce bien que les allégeances organisationnelles soient diversifiées. Cette identité qu'André Drainville⁵² nomme « *left internationalism* » est définie comme un « *movement of resistance by marginalized or threatened people against global restructuring* »⁵³. Une identité de fond semble donc bien exister dans la coalition contestataire au CAFTA-RD. Par conséquent, selon la définition de Sidney Tarrow de « l'event coalition »⁵⁴, cette catégorie devient la forme la plus appropriée pour qualifier notre la coalition transnationale articulée au « mouvement social transnational anti-cafta ».

En revanche, si la formation d'une « event coalition » permet d'expliquer la séquence de mobilisation de notre MST anti-cafta, et notamment la démobilisation suivant la ratification après 2005, cela ne permet pas d'expliquer la réactivation massive des mobilisations en 2007 autour de l'enjeu de la ratification costaricienne. Malgré la valeur analytique et explicative de cette notion, les outils employés ne semblent pas appropriés à la description de la nature de cette « mobilisation réactivée » de 2007 qui, comme nous le disions en introduction, revêt une

⁴⁹ Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge University Press, 2006

⁵⁰ Mario Diani, « Collective action and identity » in Donatella della Porta, Mario Diani, *Social Movements. An introduction*, Blackwell publishing, 1998 (2006)

⁵¹ Mario Diani, « Collective action and identity » in Donatella della Porta, Mario Diani, *Social Movements. An introduction*, Blackwell publishing, 1998 (2006)

⁵² André Drainville, « *Left Internationalism and the Politics of Resistance in a New World Order* » József Böröcz, David Smith, in *A New World Order: Global Transformations in the Late Twentieth Century*, Praeger Paperback, 1995

⁵³ André C. Drainville, « Beyond altermondialisme : anti-capitalist dialectic of presence », *Review of International Political Economy*, Décembre 2005, pp. 884-908

⁵⁴ La définition exacte donnée par Sidney Tarrow est la suivante : « Event coalitions are also short-term in duration but are based on a higher degree of involvement and have potential for future collaboration when they solder alliances among people who recognize their shared identities in the process of collective action », in Sidney Tarrow, *New Transnational Activism*, Cambridge University Press, 2006

nature radicalement différente en ce qu'elle se construit des éléments de solidarité collective. Peut-on donc constater une évolution d'une mobilisation sociale transnationale à une « communauté de solidarité » anti-cafta en Amérique Centrale ?

La réactivation de la mobilisation : du mouvement social transnational à la « communauté de solidarité » ?

Le relevé de certains événements de la contestation transnationale à partir de 2007 fait apparaître la mobilisation sociale sous un angle différent. En effet, les visites de solidarité, les déclarations, les Forums, les Rencontres sont autant d'occasions d'activer des liens de solidarité entre les mouvements sociaux nationaux vis-à-vis du Costa Rica qui n'a toujours pas procédé à la ratification du TLC. Par ailleurs, l'étude de certains discours d'acteurs dévoile un changement de nature dans la mobilisation non plus fondée sur l'idée de « convergence des intérêts » ou « d'intérêts mutuels », mais sur des bases solidaires relatives à la défense d'une cause commune. D'un point de vue analytique, la conceptualisation d'une « communauté de solidarité » pourrait également constituer un point de départ de l'explication de cette réactivation des mobilisations.

Consensus implicite et stratégies de recrutement

La « communauté de solidarité » se structure autour de deux éléments : un consensus implicite et des stratégies de recrutement et de cadrage des activistes du mouvement. On étudiera ces deux dynamiques.

Selon Klaus Eder⁵⁵, une « communauté de solidarité » se forme autour d'un consensus implicite entre ses membres. Le mouvement anti-cafta fonctionne comme nous l'avons vu à plusieurs reprises sur l'idée convergente de résistance au modèle néolibéral incarné par le traité de libre commerce avec les Etats-Unis. Il est intéressant de souligner l'évolution sémantique des « étiquettes » des événements de contestation du CAFTA. Après trois années de mobilisation, les actions collectives sont étiquetées par le terme « populaire ». Toute action collective des sociétés centraméricaines semble dès lors consubstantiellement liée à la contestation du CAFTA et tout événement manifestant l'opposition au CAFTA devient « populaire ». Dans cette perspective, on évoquera la « *Semaine d'Offensive Populaire Centraméricaine* » organisée au Costa Rica au cours de laquelle a eu lieu un Sommet social contre le TLC dans un « théâtre populaire » (*Mélico Salazar*), ou encore la « Caravane Populaire » de 2005. Cette idée rejoint également les rassemblements orchestrés par le Grito de los Excluidos dans des Forums des « *Peuples* ». Ainsi, en sus du consensus discursif et idéologique entre les organisations composant le mouvement, la contestation du CAFTA a intégré en profondeur la « normalité » de l'action sociale collective centraméricaine et constitue désormais une composante de son *deep core* (valeurs fondamentales)⁵⁶. Un autre

⁵⁵ Klaus Eder, « L'Europe – un mythe politique ? Identité européenne et citoyennetés nationales », N° 22, consultable sur le site : http://www.ofaj.org/paed/texte/europe_mythe/europemythe.html

⁵⁶ Henri Bergeron, Yves Surel, Jérôme Valluy, « L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? », *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, Année 1998, Volume 11, Numéro 41, p. 195 - 223 ; Hank C. Jenkins-Smith and Paul A. Sabatier, « Evaluating the

élément du consensus implicite entre les membres du mouvement repose sur l'idée selon laquelle, les sociétés civiles doivent participer et être consultées dans les processus de formulation d'initiatives engageant le destin de la région et le « quotidien des centraméricains », comme le suggère José Valencia, coordinateur de la Plateforme Syndicale Commune Centraméricaine et président du *Bloque Popular* hondurien.

Par ailleurs, la communauté de solidarité ou « communauté de mouvement social », selon James Jasper, peut s'identifier au travers des stratégies de cadrage et de recrutement des activistes du mouvement⁵⁷. Le recrutement des participants permet de véhiculer une identité spécifique permettant de faire la distinction entre le nous et le eux, de dresser des antagonismes⁵⁸. L'identité constituera en retour un moyen d'auto-entretien de la solidarité et de l'engagement. Cette solidarité interne à un mouvement s'acquiert et se maintient par des rituels d'affirmation et d'assise des frontières de la solidarité ou par des institutions.

Les stratégies rituelles

Plusieurs stratégies « rituelles » d'affirmation de la solidarité au mouvement ont été exprimées : caravane populaire, semaine d'offensive populaire ou encore visites de soutien. La Plateforme Syndicale Commune Centraméricaine a mis en œuvre le 11 janvier 2005 une Caravane Populaire lors d'une « Journée de Solidarité avec le Peuple Salvadorien ». Après une semaine de voyage, suivant un trajet traversant la frontière guatémaltèque-mexicaine, la caravane s'est arrêtée pour une grande manifestation de soutien à Guatemala Ciudad convoquée par la coordination du PSCC (20 octobre). De la même manière, face à la vague de répression de la mobilisation au Salvador, les travailleurs nicaraguayens (*Frente Nacional de los Trabajadores, Central Sandinista de Trabajadores*) ont procédé le 10 janvier 2005 à une dénonciation collective et publique de l'attitude répressive du Président Salvadorien Saca. Au Honduras, les syndicats regroupés dans la CUTH (Confédération Unitaire des Travailleurs du Honduras) ont réalisé des manifestations en solidarité avec la lutte du peuple salvadorien contre le CAFTA. Enfin, l'« Offensive Populaire centraméricaine contre le CAFTA » organisé au Costa Rica, du 12 au 18 janvier 2005, était destinée à exprimer la solidarité centraméricaine envers le mouvement salvadorien. Plusieurs organisations costariciennes, menées par *Encuentro Popular*, ont exprimé le 16 mars 2005 leur solidarité à l'égard du peuple guatémaltèque face à la vague de répression menée contre le mouvement social de lutte contre le CAFTA. De la même manière, à l'issue du VI Forum Mésoaméricain, quelques 600 organisations participantes ont manifesté leur soutien à la lutte du Costa Rica contre le traité de libre-échange : « *La lutte du peuple costaricien pour empêcher la ratification du TLC est remarquable, cette lutte compte avec la solidarité de tous les peuples mésoaméricains* »⁵⁹. On soulignera des pratiques de solidarité mises en œuvre par les acteurs du mouvement social transnational centraméricain anti-cafta, notamment la visite de syndicats

Advocacy Coalition Framework », *Journal of Public Policy*, Vol. 14, No. 2 (Apr. - Jun., 1994), pp. 175-203 ; Paul Sabatier, « The Advocacy Coalition Framework : Revisions and Relevance for Europe », *Journal of European Public Policy*, Volume 5, Issue 1 March 1998, pages 98 - 130

⁵⁷ James Jasper, « Social Movement and Collective identity », *Annual Review of Sociology*, 2001, 27:283-305

⁵⁸ Théorie également présente chez Alberto Melucci sur laquelle se fonde James Jasper. On pourra retrouver le développement dans Alberto Melucci, *Nomads of the present. Social movements and individual needs in contemporary society*, Temple University Press, Philadelphia, 1989

⁵⁹ <http://www.redmesoamericana.net/?q=node/133>

nicaraguayens (FNT, PSCC) au Costa Rica à la veille du référendum populaire d'approbation du CAFTA le 7 octobre 2007. Cette visite avait comme objectif « de *soutenir les mouvements sociaux de lutte contre le CAFTA-RD* »⁶⁰. On constate que des déclarations de soutien sont venues étayer ces rituels d'affirmation de la solidarité. Enfin, des manifestations de solidarité plus larges fondées sur une identification globale ont été exprimées au niveau continental. En effet, le 1er Forum Social des Amériques (FSA) de Quito (Équateur) du 25/30 Juillet 2004 a déclaré, engageant une réorientation de la stratégie de contestation : « *Aujourd'hui la lutte contre la ZLEA passe par la défaite du CAFTA-RD et du TLC andin* »⁶¹. Au-delà de l'inscription de la lutte contre le CAFTA dans la lutte contre la ZLEA, on peut souligner la dynamique de solidarité des organisations de ce mouvement social favorisant la socialisation transnationale.

Bien que n'ayant signalé ici que les éléments les plus saillants parmi ces rituels de solidarité, on voit naître dans la période 2005-2007 de nouvelles formulations du contenu de l'action collective reposant sur la solidarité régionale, notamment à l'égard des répressions des mouvements sociaux ou répondant à l'encouragement de la résistance contre le CAFTA. S'articulent alors deux dimensions, un consensus implicite entre les membres du mouvement social transnational et des rituels d'affirmation de la solidarité.

Les institutions de la communauté de solidarité

La solidarité interne au mouvement peut également s'affirmer, selon Jasper, au travers d'institutions. Le mouvement transnational de lutte contre le CAFTA a mis en œuvre des stratégies d'institutionnalisation. S'est déroulée le 17 et 18 juillet 2007, la « *1ère Rencontre des mouvements sociaux Centraméricains et Caribéens* »⁶². Cette rencontre a été fortement marquée par l'opposition au CAFTA et plus généralement à toute tentative néolibérale dans la région, se rapprochant des initiatives mises en œuvre par Hugo Chavez (ALBA contre ALCA). Cette institutionnalisation vient parachever le cycle de contestation centraméricain contre le CAFTA, le Costa-Rica ayant ratifié le traité au mois de juillet 2007. Cette « *Rencontre des mouvement sociaux* » constitue par conséquent une stratégie *ex post* de fixation de l'identité du mouvement qui a émergé en Amérique Centrale depuis 2003 contre le traité de libre-échange avec les Etats-Unis. On note le progrès de l'institutionnalisation avec l'essor des relations publiques et notamment la connexion croissante avec des personnalités politiques appartenant à une sphère publique que l'on pourrait qualifier d'officialisée. A ce titre, s'est constitué le 15 avril 2007 un important espace de dialogue réunissant société civile et parlementaires centraméricains : « Forum Parlementaire Centraméricain ». Ce forum s'est déroulé au Congrès de la République (Costa Rica) réunissant l'ensemble des députés centraméricains et nord-américains opposés au CAFTA-RD. Entre autres, ont participé à ce Forum Otoniel Fernández (Guatemala), Hugo Martínez (FMLN, Salvador), Nedis Licona (UD, Honduras), Alba Palacios (FSLN, Nicaragua) et Orlando Tardencilla (Bancada Blanco y Azul, Nicaragua), ainsi que Daniel Britto, représentant du congressiste américain Raúl Grijalva et Simon Ticehurst, fonctionnaire d'OXFAM Internacional et plusieurs autres membres du mouvement anti-cafta participèrent à l'évènement⁶³. La mise en œuvre de rituels d'auto-affirmation de la solidarité couplée aux mécanismes d'identification préalablement

⁶⁰ Visite réalisée le 19 septembre 2007

⁶¹ Principales encuentros de coordinación de los Movimientos Sociales durante el año 2004 : [Citado: 17/12/2008], (ISO 690-2)

⁶² La primerísima (Nicaragua), <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/17018>, “Los movimientos sociales centroamericanos respaldan al ALBA”, 18 juillet 2007

évoquée atteste de l'émergence d'une communauté de solidarité transnationale dans le mouvement centraméricain contestataire du CAFTA-RD.

Le mouvement social transnational anti-cafta réunit l'ensemble des conditions nécessaires de formation d'une « communauté de solidarité » par l'articulation d'un consensus implicite entre ses membres, des stratégies d'action collective servant de rituels de socialisation et d'affirmation de la solidarité. On pourra évoquer une dynamique plus récente d'institutionnalisation de cette communauté de solidarité centraméricaine.

Conclusion

L'organisation du mouvement social transnational anti-cafta a résulté d'un ensemble de dynamiques convergentes. Le « cross-border diffusion » a dans un premier temps structuré les organisations sociales centraméricaines autour de pratiques et de discours, uniformisant l'action collective de contestation du CAFTA. Pour autant, le soutien à l'institutionnalisation par coalition transnationale préexistante a influencé le mouvement social centraméricain. L'intégration dans une coalition a favorisé les phénomènes de cadrage identitaire et d'emprunts de symboles. Ainsi, nous avons évoqué les idées d'identité « empruntée » et de mobilisation éphémère articulées autour de la conceptualisation d'une « *event coalition* » structurée sur une base identitaire globale et inclusive. Pour autant, l'émancipation progressive de l'influence de la coalition sur la période 2005-2007 a constitué la marque d'une « communauté de solidarité » centraméricaine en construction. Notre conceptualisation d'une « communauté de solidarité » repose sur des éléments théoriques prédéfinis tels que le « consensus implicite », les « stratégies rituelles » et « l'expression institutionnalisée de la solidarité ». Toutefois, cette conceptualisation possède une limite. La formulation théorique de cette « *communauté de solidarité* » nécessiterait une étude plus profonde sur l'identité de base de la mobilisation sociale. En effet, au-delà de l'idéologie du mouvement, il convient d'étudier l'articulation de l'identité véhiculée par la mobilisation sociale en rapport à son espace de développement : l'espace régional. Un prolongement à cette étude, répondant à ses limites, sera réalisé dans le mémoire de recherche en cours.

⁶³ Information sur le site de la Campagne du NON à la ZLEA : http://www.movimientos.org/noalca/show_text.php3?key=2967

Bibliographie

- Kathryn Sikkink, Margaret Keck, *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca Cornell University Press, 1998
- Alexander Wendt, *A Social Theory of International Politics*, Cambridge Press University, 1994
- Alexandre Wendt, « Collective Identity Formation and the International State », *The American Political Science Review*, Vol. 88, No. 2 (Jun., 1994), pp. 384-396
- Sidney Tarrow, « La contestation transnationale », *Culture et Conflit*, 38-39, 2000, [En ligne], mis en ligne le 20 mars 2006. URL : <http://www.conflicts.org/index276.html>. Consulté le 22 décembre 2008.
- Sidney Tarrow, *The New Transnational Activism*, Cambridge University Press, 2005
- Sidney Tarrow, *Power in Movement. Social movements and contentious politics*, Cambridge University Press, 1998
- Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Politique(s) du conflit*, Les Presses de Sciences Po, 2008
- Doug Imig, Sidney Tarrow, « The Europeanization of Movements ? Contentious Politics ans the European Union, Octobre 1983-Mars 1995 », *Institute for European Studies, Working Paper, N°96.3*, Ithaca, N.Y., Cornell University, 1996 ;
- Doug Imig, Sidney Tarrow « From strikes to Eurostrike : the Europeanization of Social Movements and the development of a euro-polity », *Working Paper, Harvard University, Centre for International Affairs*, 1997
- Donatella della Porta, Hanspeter Kriesi, « Social Movement in a Globalizing world : an introduction » in Della Porta, Kriesi, Rucht, *Social Movement in a Globalizing world*, Macmillan Press LTD, Londres, 1999
- Della Porta Donatella, « The Europeanisation of protests : a typology and some empirical evidence », European University Institute, Florence, Working Paper n°2003/18
- Gary Marks, Doug McAdam, « On the relationship of political opportunities to the form of collective action : the case of the european union », in in Della Porta, Kriesi, Rucht, *Social Movement in a Globalizing world*, Macmillan Press LTD, Londres, 1999
- Klaus Eder, « L'Europe – un mythe politique ? Identité européenne et citoyennetés nationales », N° 22, consultable sur le site : http://www.ofaj.org/paed/texte/europe_mythe/europemythe.html
- Mace Gordon, Bélanger Louis, *The Americas in transitions : the contours of regionalism*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 1999
- Polletta Francesca, Jasper James, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, Vol. 27, (2001), pp. 283-305
- Rucht Dieter, « The transnationalization of social movements : trends, causes, problems », in Della Porta, Rucht, Kriesi, *Social Movements in a globalizing world*, MacMillan Press Ltd.
- Diani Mario, « Collective action and identity » in Donatella della Porta, Mario Diani, *Social Movements. An introduction*, Blackwell publishing, 1998 (2006)
- María del Carmen Jáquez Guzmán, « Una mirada a la octava ronda de negociación del CAFTA : debates sobre regionalismo », papier non publié
- André Drainville, « *Left Internationalism and the Politics of Resistance in a New World Order* » József Böröcz, David Smith, in *A New World Order: Global Transformations in the Late Twentieth Century*, Praeger Paperback, 1995
- Raul Moreno, « DR-CAFTA and external debt in Central America », septembre 2005
- Rapport Stop CAFTA Coalition, « A monitoring Report : DR-CAFTA in Year One », 12 septembre 2006
- Rapport Stop CAFTA Coalition, « A Monitoring Report Year Two », 27 septembre 2007
- Rapport Stop CAFTA Coalitions, « DR-CAFTA : effects and alternatives », janvier 2008, Red regional de monitoreo de los impactos del CAFTA-DR,
- Rapport Red regional de monitoreo de los impactos del CAFTA-DR, « Impactos del TLC. Sintesis del informe preliminar », septembre 2007
- Diane Tussie, Mercedes Botto (dir.), *El ALCA y las cumbres de las Américas : ¿una nueva relacion público-privada ?*, Biblos, FLACSO, Buenos Aires, 2003
- Korzeniewicz, Smith, « Protest and collaboration : transnational civil society networks and the politics of summitry and free trade in the americas », *The North-South Agenda*, Paper 51, Septembre 2001
- Jackie Smith, « Global Politics and Transnational Social Movements Strategies : the transnational campaign against International Trade in toxic wastes »
- Caballero, José. 2007. *Problematising Regional Integration in Latin America: Regional Identity and the Enmeshed State. The Case of Central America*, UNU-CRIS Working Papers, W-2007/02.

Sites Internet

- Site officiel du traité de libre-échange CAFTA-RD sur lequel sont rassemblées l'ensemble des documents relatifs au processus légal d'élaboration du traité : <http://www.cafta.sieca.org.gt/>
- Site de la communauté web des mouvements sociaux, Minga Informativa : <http://www.movimientos.org/>
- Site de l'Observatoire Politique d'Amérique Latine et des Caraïbes de Sciences Po Paris : <http://www.opalc.org>

ANNEXES

Figure 1.1. : les mobilisations sociales transnationales centraméricaine contestant le traité de libre-échange Etats-Unis /Amérique Centrale / République Dominicaine (CAFTA-RD)

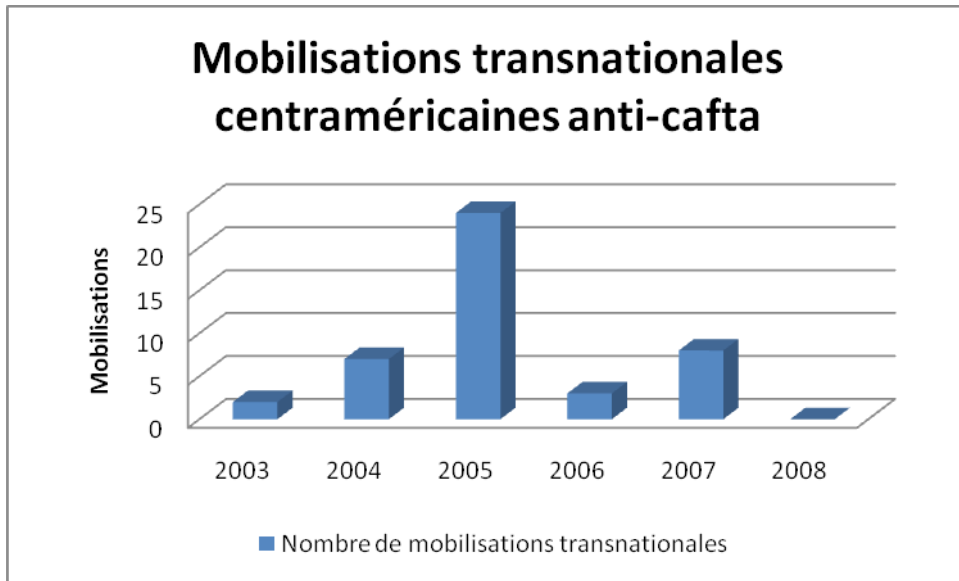


Figure 1.2. : Tableau de la chronologie institutionnelle du CAFTA-RD (Source : « Sitio CAFTA »⁶⁴)

CENTROAMERICA: RESUMEN CRONOLOGICO DEL PROCESO LEGAL

PREVIO A LA ENTRADA EN VIGENCIA DEL TRATADO DE LIBRE COMERCIO ENTRE REPUBLICA DOMINICANA, CENTROAMERICA Y ESTADOS UNIDOS

* ESTADOS UNIDOS: el Senado ratificó el TLC DR-CAFTA el 30 de junio de 2005, la Cámara de Representantes del Congreso lo aprobó el 27 de julio de 2005 y el Presidente George W. Bush lo convirtió en ley el 2 de agosto de 2005.

ETAPAS DEL PROCESO	COSTA RICA	EL SALVADOR	GUATEMALA	HONDURAS	NICARAGUA	REPUBLICA DOMINICANA	REPOSABLE POR CENTROAMERICA	PAIS SEDE
Revisión del Texto Legal.	24-May-04	24-May-04	24-May-04	24-May-04	24-May-04	24-May-04	Comisión de Revisión (Equipo de Expertos)	Washington, D.C., Estados Unidos
Aprobación del Texto Final.	27-May-04	27-May-04	27-May-04	27-May-04	27-May-04	27-May-04	Ministros de Economía y Comercio	Washington, D.C., Estados Unidos
Firma del Tratado.	28-May-04	28-May-04	28-May-04	28-May-04	28-May-04	28-May-04	Ministros de Economía y Comercio	Washington, D.C., Estados Unidos
Adhesión de República Dominicana al Tratado.	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	Ministros de Economía y Comercio (Con Plenos Poderes otorgados por el Organismo Ejecutivo)	Washington, D.C., Estados Unidos
Deposito del Tratado ante OEA.	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	05-Ago-04	Ministerio de Relaciones Exteriores	Washington, D.C., Estados Unidos
Remisión a la Asamblea Legislativa Nacional para su respectiva aprobación.	Octubre 2005	07-Dic-04	01-Feb-05	-Nov-04	-10 octubre 2005-	15-Ago-05	Organismo Ejecutivo (Presidente de la República, Ministros de Economía y Comercio)	En cada país.
Aprobación del Pleno del Organismo Legislativo.	Pendiente	17-Dic-04	10-Mar-05	03-Mar-05	10 octubre 2005	06-Sep-05	Resolución de la Junta Directiva del Congreso	En cada país.

⁶⁴ <http://www.cafta.sieca.org.gt/Cache/20990000000009/20990000000009.swf>

Sanción o veto del organismo Ejecutivo	Pendiente	25-Ene-05	15-Mar-05	01-Mar-05	01-Mar-05	Pendiente	Organismo Ejecutivo (Presidente de la República)	En cada país.
Publicación en el Diario Oficial.	Pendiente	25-Ene-05	16-Mar-05	02-Ago-05 24 marzo 2006	24 marzo 2006	Pendiente	Organismo Legislativo (Congreso de la República)	En cada país.
Depósito de la Ratificación del Tratado ante en la Organización de Estados Americanos (OEA).	Pendiente	01-mar-06	01-julio-2006	01abril 2006	01abril 2006	01-marzo-2007	Ministerio de Relaciones Exteriores	Washington, D.C., Estados Unidos

FUENTE: SIECA, Sistema de Noticias de Prensa.

Figure 1.3. : Typologie des modes de contestation transnationale 2003-2007
(Source : OSAL-CLACSO, Minga Informativa)

